

# La démocratie est-elle exportable ?

Au regard du chaos qui règne en Irak et de l'impréparation manifeste de l'Administration Bush à gérer l'après-guerre dans ce pays, on aurait pu pen-

PAR  
ZAKI LAÏDI\*

ser que Washington serait amenée par réalisme à réduire la voilure de son messianisme démocratique. Mais il n'en est rien. Le sommet du G 8 comme le prochain sommet de l'Otan donneront l'occasion à Washington de réaffirmer sa priorité politique au Proche-Orient : démocratiser le monde musulman.

Ce projet s'articule autour de trois axes : promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance, développer une société du savoir, renforcer la logique de marché dans cette région qui va de la Mauritanie au Pakistan. L'hypothèse majeure est donc que le cœur des problèmes se trouve désormais dans un monde musulman qu'il convient de mettre aux normes de la démocratie internationale.

Cette simple affirmation a une implication que l'Administration Bush a décidé d'assumer pleinement depuis le 11 septembre. A ses yeux, au-delà de sa diversité, le monde musulman présente

une cohérence caractérisée par quatre éléments complémentaires : la pratique d'une religion non sécularisée, l'absence de pluralisme politique, l'hostilité à l'Occident et l'hostilité à Israël.

Officiellement, l'Administration américaine rejette la thèse du conflit des civilisations. Mais dans les faits, elle s'en inspire profondément. L'idée est qu'il y a aujourd'hui un « problème musulman » qui menace la sécurité des Etats-Unis, comme il y avait un problème communiste. D'où, d'ailleurs, la tentation de renouer avec la stratégie d'Helsinki appliquée au monde musulman.

De cette démocratisation, on attend donc tout : le développement économique, l'ouverture sur le reste du monde, l'atténuation de l'opposition à l'Occident, la fin de l'antagonisme avec Israël. Pour Washington, ce dernier point est essentiel et le fond du problème israélo-palestinien réside moins dans l'opposition de deux nationalismes que dans l'absence de démocratie dans le monde arabe. Si la démocratie y régnait, le problème palestinien connaîtrait une issue favorable. Là se situe la divergence politique la plus profonde entre l'Europe et les Etats-Unis, car personne en Europe ne croit sérieusement que le problème palestinien n'est pas avant tout un problème national.

La démarche américaine comporte des difficultés énormes. La première est de nature historique. Croire que l'on pourra démocratiser par la force le monde musulman comme on

a démocratisé l'Allemagne ou le Japon est un non-sens. Et cela pour une raison simple : la démocratie n'est pas que procédure, elle est avant tout culture. Qu'est-ce à dire ? Organiser des élections libres, rédiger une constitution démocratique, créer sur le papier des tribunaux indépendants, garantir les citoyens contre l'arbitraire étatique sont des facteurs fondamentaux pour construire une démocratie. Mais peuvent-ils suffire ? Non, car la démocratie, c'est avant tout l'apprentissage lent, contradictoire et complexe d'une culture de la tolérance, de l'acceptation de l'autre qui, dans tous les pays du monde, accuse toujours un retard par rapport aux institutions. Les procédures démocratiques peuvent s'inscrire dans le court terme. Pas la culture démocratique qui a besoin de temps pour s'acclimater et s'épanouir.

Tous les malentendus sur le caractère plus ou moins exportable de la démocratie viennent de là : les uns privilégient les procédures – celles qui peuvent rapidement se mettre en place –, les autres la culture, c'est-à-dire l'intériorisation d'un rapport aux autres. Les deux sont indissociables et les acteurs extérieurs peuvent les relier. Mais si on peut importer de toutes pièces des procédures démocratiques, on n'a pas trouvé la recette pour importer la culture démocratique.

Certes, on pourra dire qu'il faut bien commencer par quelque chose et qu'il y a un dé-

but à tout. L'objection est recevable. Mais à condition qu'il y ait des forces sociales capables d'intérioriser ces nouvelles procédures. Or, si dans le monde musulman ces forces existent, elles ne parviendront jamais à transformer l'essai si elles apparaissent téléguêdées de l'extérieur. Or jamais les Etats-Unis n'ont été aussi peu démunis en moyens humains pour comprendre un monde qu'ils préten-

*Officiellement,  
l'Administration Bush  
rejette la thèse du conflit  
des civilisations ;  
en fait elle s'en inspire*

dent changer. Ainsi, les Etats-Unis forment-ils chaque année moins d'arabisants que la France qui n'en compte pourtant pas beaucoup. On a le sentiment d'avoir affaire à un projet qui cherche non pas à composer mais à imposer, comme a pu le constater le représentant des Nations unies à Bagdad.

C'est là qu'intervient la deuxième limite du projet américain : la force du nationalisme. Dans tous ces pays où le traumatisme colonial est encore fort et où la faillite des élites n'a rien fait pour l'atténuer et tant fait pour le cultiver, le fait national reste puissant et incontournable. L'Irak nous en offre la tragique confirmation : la chute de Saddam a probablement été souhai-

tée par l'immense majorité des Irakiens, mais l'occupation américaine est désormais jugée comme totalement inacceptable. Le fait national est décisif car il brouille considérablement la relation entre dictature et démocratie. Tout le simplisme américain est là : il se situe dans l'idée que la démocratie est l'inverse de la dictature et que si la dictature disparaît, la démocratie ne peut qu'apparaître.

Or l'expérience de l'histoire montre que cela est plus l'exception que la règle. La démocratie n'est le contraire effectif de la dictature que si l'espace social, culturel et identitaire dans lequel elle peut s'épa-

nouir est là. Si la société civile a été détruite, si la nation se sent humiliée à l'idée d'avoir eu besoin d'un étranger pour se libérer, le contraire de la dictature devient le chaos. Et si le chaos perdure, la demande sociale va vers l'ordre et la force et non vers la démocratie. C'est pourquoi, plus la démocratie apparaît comme portée par des forces extérieures et notamment par les Etats-Unis, plus elle paraît illégitime. Cette difficulté est d'autant plus dure à surmonter que les Etats-Unis ont dans ces pays peu d'interlocuteurs et encore moins d'interlocuteurs représentatifs. C'est la grande différence qui sépare le monde musulman de l'Europe de l'Est, par exemple.

Il existe un troisième problème qui réside dans la persistance du problème palestinien. Pour certains, la non-solution de ce problème et le soutien très fort des républicains à Ariel Sharon expliquent pour beaucoup le rejet musulman de l'Amérique. Pour d'autres, cette affaire n'est qu'un prétexte qui permet à des régimes non démocratiques de perdurer. Ces deux explications ne sont pas si contradictoires. L'absence de solution au problème palestinien et le soutien inconditionnel de Washington à la politique de M. Sharon ont pour indiscutable effet de réduire la légitimité de toutes les forces sociales modernistes arabo-musulmanes qui savent que l'origine de leurs problèmes est à l'intérieur et non à l'extérieur de leurs frontières.

Si l'Occident et les Etats-Unis contribuaient au règlement du problème palestinien, la capacité de ces forces à se faire entendre serait plus grande et la crédibilité du projet américain s'en trouverait renforcée. Mais nous n'en sommes pas là. Si le plan américain repose sur quelques bonnes idées à l'habillage désastreux, il est surtout politiquement incohérent : depuis le 11 septembre, le problème islamique est au cœur de la politique américaine et la lutte contre le terrorisme sert de vantage démocratique auprès de Washington. Les régimes arabes cyniques ont parfaitement compris le sens de ce contrat. C'est la raison pour laquelle le projet américain peut

avoir des conséquences encore plus néfastes qu'il n'y paraît. Face à des opinions publiques indignées et impuissantes, il permettra aux régimes arabes de tenir leurs rues tout en apparaissant aux yeux des Américains comme le meilleur rempart contre l'islamisme.

De cet échec proclamé du projet américain, les Européens auraient tort de se réjouir. Malgré leur rhétorique et leurs plans où la conditionnalité démocratique n'est pas absente, les Européens continuent à jouer la carte exclusive des Etats. Même là où la menace islamiste n'est pas évidente, on n'a jamais vu un pays européen jouer délibérément la carte de la société civile, dialoguer avec l'opposition de régimes honnis, conditionner son aide à de réels changements. De ce point de vue-là, on a en revanche vu plus d'une fois nos dirigeants s'empresser d'aller rendre visite à des chefs d'Etat élus à la faveur de scrutins préfabriqués sur le modèle soviétique ou sur le modèle colonial, voire sur une combinaison des deux.

Entre une Amérique qui veut démocratiser à la hache au mépris de toute une série de facteurs qui rendent peu probable la conversion démocratique, et une Europe mi-frileuse mi-cynique mais toujours peu imaginative, il existe des marges d'action qui feraient de la démocratie moins un produit d'importation qu'une production locale.

\* Politologue, chercheur au Ceri.